

Européennes : Mélenchon panique, la NUPES passe l'arme à gauche

écrit par Christine Tasin | 14 septembre 2023





La fragilité de l'union de la gauche française se manifeste à l'approche des élections européennes, avec des tensions grandissantes entre les différents partis.

Sorti en 2012 et développé par le studio finlandais Supercell, le jeu mobile *Clash of Clans* est un incontournable. Il a généré 1,4 milliard d'euros de recettes en 2018.

Parmi ses utilisateurs se trouvent peut-être des élus de la NUPES. Dix ans après [la partie de Scrabble du député socialiste Thomas Thévenoud](#) en plein débat sur la loi légalisant le mariage homosexuel, nos élus semblent un peu trop friands de jeux sur téléphone mobile durant les sessions parlementaires.

C'est ce qu'on pourrait croire lorsqu'on entend qu'une « guerre de clans » est dénoncée par le patriarche des Insoumis. À neuf mois des élections européennes, la gestation d'une union de la gauche sur le modèle de celle qui concourut aux élections législatives semble difficile.

Si les communistes et les écologistes ont d'ores et déjà désigné leurs têtes de liste en les personnes du [secrétaire général des jeunesses communistes Léon Deffontaines](#) et de [l'activiste Marie Toussaint](#), la réaction socialiste achève de mettre en évidence les tensions au sein de la gauche française.

Un Parti socialiste divisé

« Sectaire aux sénatoriales, diviseur aux européennes, le Parti socialiste fait payer à toute l'union populaire le prix de ses synthèses internes. Mais elles finissent elles aussi en guerre de clans. Incorrigible », fustigeait sur X (ex-Twitter) Jean-Luc Mélenchon [ce mercredi 6 septembre](#).

En langage mélenchonien, le chef de file des Insoumis indique qu'il est terrifié.

Qu'est-ce qui pourrait faire si peur à ce vieux routard ? La veille, le bureau national du Parti socialiste a adopté à l'unanimité un texte d'orientation prévoyant une candidature autonome aux européennes, et présenté aux quelque 45 000 adhérents (deux fois moins que LR) au début du mois prochain.

Après le PCF et EELV, le Parti socialiste est la troisième et dernière formation de la NUPES à choisir de faire cavalier seul.

Si les soutiens majoritaires du premier secrétaire du parti Olivier Faure restent partisans d'une entente, deux noms ressortent parmi les opposants : les édiles de Rouen et Vaulx-en-Velin Nicolas Mayer-Rossignol et Hélène Geoffroy.

L'unanimité du bureau national du mouvement met à mal la position d'un premier secrétaire déjà en difficulté après la dénonciation des résultats du congrès de Marseille, en janvier, et qui ont entraîné la mise en place d'une

direction collégiale.

Entre espoirs et divisions de fond

En l'espèce, le cœur du débat [a été clairement désigné](#) par le maire de Rouen : les positions eurosceptiques et russophiles de LFI, qui gangrènent le projet d'union dès son origine.

En effet, la NUPES constitue la troisième tentative d'union de la gauche de la Cinquième République après [celles de 1973](#) et de 1997. Selon les partis en présence, la motivation principale est l'absence de candidat de gauche au second tour de l'élection présidentielle, pour la deuxième fois consécutive, malgré un Emmanuel Macron social-démocrate, et une Marine Le Pen au programme économique aux relents soviétiques...

Une gauche en quête d'unité

Ce constat entraîne la rédaction d'un programme partagé de gouvernement, 50 ans après le programme commun.

Les radicaux ne sont toutefois pas de la partie, cette fois en raison de désaccords partagés par la Hollandie, [créant La Convention](#) en juin dernier sous l'égide de l'ancien Premier ministre Bernard Cazeneuve.

La NUPES revendique 95 % d'accords entre ses formations, essentiellement sur [les habituelles propositions antédiluviennes](#) : renationalisations diverses et lutte contre l'évasion fiscale en tête.

Cette nouvelle union de la gauche se distinguait toutefois par son intégration renforcée, puisque la NUPES présenta des candidatures uniques, dont 57 % des investis proviennent de LFI en raison de l'arithmétique électorale au soir du premier tour de l'élection présidentielle. Jean-Luc

Mélenchon avait en effet représenté deux tiers des voix de gauche, hors LREM.

Au sortir des élections législatives, si l'utopique cohabitation n'est pas advenue, la NUPES est devenue la première force d'opposition durant quelques heures, avant que les quatre partis de l'alliance ne [forment chacun un groupe distinct](#), contre l'avis de Jean-Luc Mélenchon, et en laissant au RN la part du lion de l'opposition.

Quelques mois plus tard, une nouvelle union se met en place en vue des élections sénatoriales qui se tiendront le 24 septembre prochain. Cette union exclut d'office les Insoumis, malgré l'appel en juin dernier des mouvements de jeunesse des quatre membres de feu la NUPES à rebâtir un front commun.

Entre divergences et polémiques

« Feu », car la NUPES semble bel et bien en pleine agonie. Depuis un an, LFI semble être l'objet d'une indifférence touchant au mépris. Cela s'explique par deux facteurs.

Le premier est l'éclatement des divisions au sein de l'alliance.

Ainsi, LFI est rapidement [lâchée par ses partenaires sur les motions de censure](#) à répétition, et globalement sur la stratégie d'obstruction et de [refus de débat sur l'article 7 de la réforme des retraites](#), cœur du projet relevant l'âge de départ à 64 ans.

Résultat : le RN est aujourd'hui perçu comme faisant [un meilleur travail d'opposition](#) que les élus NUPES.

À ces divergences de forme s'ajoutent rapidement des divergences de fond. Les 5 % de divergences mises sous le tapis durant les élections n'ont pas tardé à refaire surface

: vote de l'envoi de chars à l'armée ukrainienne par le Parti socialiste et EELV [contre l'avis du PCF et de LFI](#), désaccords sur les accords de libre-échange, défense nationale, industrie verte, et même plus récemment sur [la laïcité à l'école](#).

Le second facteur de division tient dans [les polémiques à répétitions](#) frappant la formation mélenchoniste. Outre le soutien tacite à Vladimir Poutine et l'antisémitisme latent, les noms de [Taha Bouhafs](#), de [Thomas Portes](#), ou encore d'Adrien Quatennens illustrent particulièrement bien le malaise provoqué par LFI auprès de ses alliés. Le dernier nom est sans doute le plus parlant. Condamné en décembre à 4 mois de prison avec sursis et 2000 euros de dommages et intérêts pour violences conjugales après avoir plaidé coupable, le député du Nord n'a pas arrangé les relations au sein de l'union. [Le PS](#) et [EELV](#) ont en effet mis un veto à son retour au sein de l'intergroupe.

Dix mois après les élections législatives, le bilan est tiré par le secrétaire national du PCF Fabien Roussel dès avril : « [La Nupes est dépassée](#) ».

Perspectives d'une gauche fragmentée

Si cet éclatement interroge sur ce à quoi aurait pu ressembler un gouvernement NUPES, la pression exercée par LFI sur la gauche non-macronienne l'oblige à tenter de retrouver de l'espace politique.

Et la question ne manquera pas de se poser lors des prochaines élections municipales.

En ce sens, [le programme de la NUPES pour les collectivités](#) donne un indice sur ce à quoi nos villes devront s'attendre en cas de victoire de coalitions de gauche en 2026.

En 1967, six ans après l'érection du mur de Berlin, l'écrivain François Mauriac s'exclamait : « *J'aime l'Allemagne. Je l'aime tellement que je suis ravi qu'il y en ait deux* ».

55 ans plus tard, autorisons-nous à aimer tellement la gauche que nous soyons ravis qu'il y en ait quatre.

Par Jonathan Frickert

<https://www.contrepoints.org/2023/09/12/463575-europeennes-melenchon-panique-la-nupes-passe-larme-a-gauche>